

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 19 JUIN 2017**

Date de convocation : 12/06/2017

Nombre de Conseillers :

en exercice : 10

en présence : 9

votants : 9

L'an deux mil dix-sept, le dix-neuf du mois de juin à vingt heures trente, les membres composant le Conseil Municipal de Morlincourt se sont réunis au lieu ordinaire de leur séance, sous la présidence de Monsieur Daniel CHARLET, Maire.

Etaient présents : D. CHARLET, M.A. DUPUIS, P. LEFEBVRE, M. DEGAUCHY, F. LOIFERT, C. CAPELLE, R. LETOMBE, C. FORMONT, V. LEROY

Absents excusés : P. FRASQUET

Procurations : /

Le secrétariat a été assuré par : C. CAPELLE

Lecture faite de la séance du 15 mai 2017

**1 – RAPPEL DES TRAVAUX DE VOIRIE SQUARE DE ROUCY**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour des travaux de réfection des trottoirs du square de Roucy a été accordé à hauteur de 23 610,00€ (soit 41% sur une dépense subventionnable de 57 589,09€ HT). La convention de mandat va être signée prochainement pour que ces travaux débutent.

**2 – TRAVAUX DE RENOVATION DES FENETRES DE L'ECOLE**

Suite à sa proposition de faire réaliser des travaux de rénovation des fenêtres de l'école, le Maire a fait établir des devis et fait une demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Oise et auprès de la DETR qui ont été acceptées à hauteur de 4 950,00€ (soit 40% sur une dépense subventionnable de 12 385€ HT) pour le Conseil Départemental et 5 573,254€ pour la DETR (soit 45%). Il faut savoir que le cumul des subventions accordées ne peut pas dépasser 80% du montant des travaux HT subventionnable. Il présente des devis pour ces travaux :

Entreprise BAP pour un montant de 16 569,00€ HT

Entreprise M.BOIS RENOV pour un montant de 30 329,27€ HT

Après délibération, le Conseil Municipal choisit l'entreprise BAP.

**3 – DETECTION INTRUSION DANS LE LOCAL TECHNIQUE**

Le Maire rappelle à l'assemblée que le hangar, acquis par la Commune place de la Mairie et transformé en lieu de stockage et d'atelier, nécessite l'installation d'un système de détection d'intrusion afin qu'il soit protégé du vol. Il informe l'assemblée que suite à son autorisation il a fait établir des devis et que la demande de subvention auprès de la DETR a été acceptée à hauteur de 1 120,00€ (soit 40% sur une dépense subventionnable de 2 800,00€ HT).

Il présente les devis de :

- l'entreprise TROUILLET pour un montant de 2 284,07€ HT ou 2 740,88€ TTC
- l'entreprise BAILLEUX pour un montant de 2 800,00€ HT ou 3 360,00€ TTC

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal approuve cette proposition et donne son accord pour l'entreprise TROUILLET.

**4 – NOUVELLES EXONERATIONS DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

Le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération en date du 01/10/2012, la taxe d'Aménagement a été instituée et que la délibération du 09/11/2015 a fixé le taux à 3% sur l'ensemble du territoire communal. Par cette même délibération, le Conseil Municipal avait décidé de fixer des exonérations.

Il informe l'assemblée que la loi du 29 décembre 2013 de finances 2014 a introduit la possibilité pour les collectivités qui le souhaitent d'exonérer les abris de jardin soumis à déclaration préalable (construction ne dépassant pas 20 m<sup>2</sup> de surface de plancher).

C'est pourquoi il propose :

- de maintenir la Taxe d'aménagement au taux de 3%
- de maintenir les exonérations déjà fixées
- d'exonérer les abris de jardin, les poulaillers, les abris bois, les chenils et les colombiers soumis à déclaration préalable (construction ne dépassant pas 20 m<sup>2</sup> de surface de plancher).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette proposition.

#### **5 – MISE A JOUR DU REGLEMENT DU COLUMBARIUM ET TARIFS**

Le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération en date du 12/09/2011, le règlement du columbarium a été approuvé mais qu'il est nécessaire d'apporter des modifications à l'article 10 concernant l'ajout d'accessoire. Il propose d'autoriser l'ajout d'un porte fleur ou de photo de 8 cm maximum de hauteur et de forme ovale, fixé par un professionnel, dans la limite de deux photos.

Le Maire rappelle également que par cette même délibération avaient été fixée les tarifs pour le columbarium. Cependant, le tarif de la deuxième plaque d'identification vendue par la mairie, comme le stipule l'article 8 du règlement du columbarium, n'a pas été fixé. Il propose de vendre ces plaques noires de 28 cm sur 7 cm au prix de 70,00€.

Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité ces propositions.

#### **6 – ACHAT D'ILLUMINATIONS DE NOEL POUR LA FACADE DE LA MAIRIE**

Le Maire informe l'assemblée que les décorations de Noël pour la façade de la mairie ne sont plus utilisables car trop vétustes. Il propose d'acheter des illuminations de Noël sous forme de guirlandes en tubes LED avec animation aléatoire et une sphère en bâtons LED animée. Il présente un devis de la société DECOLUM pour un montant de 2 448,36€ HT ou 2 938,03€ TTC.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte la proposition

#### **7 – AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE EN VUE D'UN SITE AGRO-ALIMENTAIRE A NOYON**

Monsieur le Maire présente la copie de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2017 portant ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par la société GUARANTED GLUTEN FREE (GGF) en vue de réaménager un site de production agro-alimentaire à Noyon. Cette consultation aura lieu du lundi 26 juin 2017 au lundi 24 juillet 2017. Le Maire présente également la société GUARANTED GLUTEN FREE (GGF) et son dossier de demande d'enregistrement.

Après délibération et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide d'émettre un avis favorable à la demande de la société GUARANTED GLUTEN FREE (GGF).

#### **8 – AVIS SUR LE NOUVEAU PEDT**

Le Maire informe l'assemblée que l'avenant à la convention de partenariat pour le PEDT avec la CCPN prend fin en juillet 2017. Il présente le rapport du nouveau Projet Educatif Territorial (PEDT) qu'il convient de valider.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'approuver le nouveau PEDT.

#### **9 - CONVENTION DE REPARTITION DU PAIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE**

Le Maire présente la convention financière formalisant le procédé de répartition du paiement de la fibre optique qui doit être signée en partenariat avec la CCPN.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer cette convention.

#### **QUESTIONS DIVERSES**

- Travaux anti-volatiles réalisés dans le clocher de l'église : suite aux travaux réalisés non conformes au devis et de mauvaise qualité, l'entreprise ASAP est revenue réaliser les travaux qui cette fois sont conformes. Les pigeons ne pourront plus nicher dans le clocher.

- Travaux d'accessibilité réalisés à la mairie : la première tranche des travaux d'accessibilité de la mairie aux personnes à mobilité réduite (PMR) a été réalisée mais les conseillers font la remarque que le garde-corps n'est pas conforme au devis, il est fragile et dangereux. Il ne correspond pas à l'utilisation d'une collectivité. Ils demandent au Maire de recontacter l'entrepreneur pour mettre en conformité ces travaux.
- Elections sénatoriales : le Maire informe les conseillers municipaux qu'ils seront convoqués le vendredi 30 juin 2017 pour élire les délégués et suppléants pour les élections des quatre sénateurs de notre département le 24 septembre prochain.
- Le 14 juillet 2017 : le Maire présente un projet de la Fondation Léopold BELLAN pour la réalisation de l'accompagnement de l'apéritif du 14 juillet.
- Location du podium : Le Maire rappelle à l'assemblée qu'un podium a été acheté pour compléter le matériel de la salle polyvalente. Il se compose de 12 plateaux et 12 jeux de 4 pieds pour une surface totale de 24 m<sup>2</sup>. Il propose de louer les plateaux à l'unité à qui loue la salle polyvalente et le demande. Le tarif pourrait être à 2,00€ le plateau.
- Permanence d'un conseiller au bureau de vote : certains conseillers sont mécontents de l'absence d'un autre à la permanence du bureau de vote sans une raison valable à leur sens, bien qu'il ait prévenu et se soit fait remplacer, et demande au Maire d'intervenir.

Le Maire  
  
Daniel CHARLE  
